

Le Parti ouvrier indépendant (POI) combat pour la sortie de l'Union européenne, responsable de la catastrophe organisée dans laquelle sont précipités les travailleurs, les jeunes et tout le peuple. Cependant, il ne fait pas de cette question un préalable au combat commun pour que se réalise l'unité à laquelle aspirent la classe ouvrière et la jeunesse de ce pays. C'est pourquoi le POI soutient sans réserve l'appel à organiser une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements.

POUR SAUVER LES TRAVAILLEURS, PAS LES SPÉCULATEURS, TOUT DE SUITE : INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Appel de travailleurs, militants, élus, délégués à la conférence nationale pour l'unité du 7 décembre 2008

• Considérant que les plans annoncés par le gouvernement — plus de 400 milliards d'euros, inscrits dans les 2 000 milliards décidés par l'Union européenne — ne visent qu'à renflouer les spéculateurs et les capitalistes, qui sont à l'origine de la crise ;

• Considérant que les capitalistes et banquiers ont, des années durant, accumulé des profits gigantesques en détruisant les emplois et qu'ils utilisent aujourd'hui les fonds reçus pour continuer à supprimer les emplois ;

• Considérant que l'Union européenne organise ces plans de renflouement des spéculateurs et qu'elle s'oppose à toute interdiction des licenciements, au nom du respect du traité de Maastricht et « de la concurrence libre et non faussée ».

Nous soussignés, délégués, militants, élus, venus de tous les secteurs du mouvement ouvrier et démocratique, réunis le 7 décembre à l'initiative du Parti ouvrier indépendant (POI) dans une conférence nationale de délégués pour l'unité,

déclarons solennellement :

• La situation de l'emploi est dramatique : plus de 3 millions et demi de chômeurs, toutes catégories confondues, inscrits à l'ANPE en octobre 2008. A quoi s'ajoutent les millions de privés d'emploi qui ne sont pas sur les listes de l'ANPE ou qui sont des emplois précaires. Chaque jour qui passe, ce sont de nouvelles fermetures d'entreprises, de nouveaux plans de restructuration et de licenciements. Largement sous-estimées, les prévisions évoquent la destruction de plus de 100 000 emplois en intérim sur un an, de 22 700 postes dans la fonction publique d'Etat durant l'année 2008, de plus de 100 000 emplois dans le sec-

teur privé au second semestre 2008, de plus de 100 000 emplois supplémentaires durant l'année 2009 dans le privé, de 141 420 emplois, entre 2008 et 2011, dans la fonction publique d'Etat, et de 20 000 emplois dans les hôpitaux, etc. ! Est-ce inéluctable ? Non ! La classe ouvrière est en légitime défense.

ON PEUT, ON DOIT BRISER CETTE SPIRALE !

• Il y a urgence à bloquer cette marche à la destruction des emplois et à l'appauvrissement généralisé de la population. L'Etat et le gouvernement ont su dégager plus de 400 milliards d'euros pour renflouer les banquiers et les spéculateurs. Et ce serait aux travailleurs de payer ? C'est le sort de millions de salariés, de retraités et de leur famille qui se joue. Peut-on défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie et accompagner les plans meurtriers du gouvernement et de l'Union européenne ? Non. L'unité peut et doit se réaliser pour dire : pas un sou pour les spéculateurs, interdiction immédiate des licenciements !

• Peut-on défendre les intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie et organiser l'isolement des travailleurs usine par usine, secteur par secteur ? Non. Ce n'est pas avec des actions disloquées chacun son jour ou sa semaine qu'on y arrivera. La division, l'éclatement des actions ne profitent qu'au gouvernement et aux capitalistes.

• Chacun le sait : si les dirigeants des organisations qui parlent au nom des travailleurs et de la démocratie se dressaient ensemble le même jour, au même moment, pour dire clairement au gouvernement : "Stop, cela suffit !", ils ouvriraient la voie à la mobilisation unie qui conduirait le gouvernement à reculer.

Les travailleurs sont prêts. Ils l'ont montré dans les grèves des dernières semaines et des derniers mois. Que manque-t-il, sinon l'unité à tous les niveaux des travailleurs et des organisations sur les mots d'ordre de défense de la classe ouvrière et de la démocratie ?

ORGANISONS-NOUS POUR AIDER À IMPOSER L'UNITÉ !

C'est pourquoi, nous, délégués réunis à la conférence du 7 décembre, affirmons solennellement :

On peut avoir différents points de vue sur l'Union européenne, la nécessité ou non de rompre avec ses institutions ou d'abroger le traité de Maastricht. Il faudra bien que les exploités, les opprimés se réunissent sur le terrain de la lutte de classe pour faire reculer les plans destructeurs qui les frappent.

Rien ne doit s'opposer à l'unité des travailleurs et des organisations. Aucune organisation se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie ne saurait se dérober à l'impérieux devoir d'unité pour les mesures de sauvegarde et de salut public sans lesquelles le peuple français est condamné à s'enfoncer dans la désertification industrielle et rurale, dans la misère, dans la déchéance.

Et tout particulièrement :

— L'interdiction de tous les licenciements et de toutes les mesures de chômage partiel et technique, le maintien aux effectifs de tout le personnel (CDI, CDD, intérimaires), quitte à décréter les nationalisations pour imposer ces décisions.

— L'annulation de tous les plans et contre-réformes détruisant l'emploi dans les services publics de l'Etat et dans les entreprises publiques (incluant la loi Bachelot, la loi Boutin, les mesures Darcos, les mesures de la RGPP, les plans de privatisation de La Poste, d'EDF-GDF et de la SNCF, etc.). L'annulation de tous les plans et contre-réformes interdisant à la jeunesse d'accéder à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire (LMD - LRU - plan Campus, etc.).

— L'annulation de toutes les mesures de mise en jachère des terres et de liquidation des productions agricoles. La garantie par l'Etat d'un prix rémunérateur de la production agricole.

— Plus une seule entreprise, plus un site industriel ne doit être fermé ! Plus une école, plus un bureau de poste, plus un hôpital, plus une perception, et aucun emploi ne doit être supprimé, pas davantage dans les entreprises privées que dans les services publics de l'Etat !

POUR UNE MARCHÉ UNIE SUR PARIS

Pour notre part, et quels que soient les engagements de chacun, nous estimons que l'unité est une nécessité urgente et vitale. Nous nous prononçons pour l'organisation sans délai de la marche unie de toute la population avec les travailleurs, les organisations, les élus, la jeunesse, les paysans, les retraités, pour aller, à Paris, exiger que soient prises ces mesures de salut public.

(appel contresigné par 328 participants à la conférence du 7 décembre).

Je m'associe à cette proposition

J'accepte que mon nom soit publié

Nom, prénom	Adresse	Tél. E-mail	Qualité	Je soutiens financièrement*